État actuel du développement régional

De nombreux pays d'Amérique du Sud affichent un taux de croissance économique élevé. L'Argentine, le Brésil, le Chili, l'Uruguay et le Venezuela font partie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS), tandis que la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Paraguay et le Pérou sont classés dans la tranche inférieure de cette catégorie (PRITI), dans la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le Comité d'aide au développement (CAD)*.

Or, malgré une croissance soutenue, ils sont confrontés à des problèmes : insuffisance des investissements d'infrastructure, écarts entre les revenus et disparités régionales, détérioration de l'environnement imputable à la croissance économique, problèmes de drogue et de criminalité. Par conséquent, une aide sous forme de moyens humains, techniques et financiers demeure nécessaire.

Les pays d'Amérique du Sud se caractérisent par les points suivants :

1. Le secteur privé joue un rôle de plus en plus déterminant à mesure que les privatisations progressent.
2. L'existence de grandes métropoles (Sao Paulo ou Buenos Aires, par exemple) engendre des problèmes de pauvreté urbaine et de pollution de l'environnement.
3. On constate une progression de la coopération régionale, assurée par des pays comme l'Argentine, le Brésil ou le Chili, et de l'intégration régionale, par le biais d'organisations comme le Mercosur* (union douanière régionale entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay).
4. L'Amérique du Sud, qui possède d'abondantes ressources naturelles et constitue une vaste zone de production alimentaire, joue un rôle important non seulement pour le Japon, mais pour le reste de la planète. Elle abrite en outre de précieux écosystèmes.
5. De nombreux émigrés japonais et personnes d'ascendance japonaise vivent en Amérique du Sud (selon les statistiques publiées en 2002 par le ministère des Affaires étrangères, la population d'ascendance japonaise au Brésil s'élève à 1,3 million, ce qui représente 51,2 % des personnes d'ascendance japonaise vivant en dehors du Japon). Cette communauté contribue au développement de la région, et elle entretient des liens de confiance et d'amitié avec le Japon.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Compte tenu de ces caractéristiques, les programmes de la JICA en Amérique du Sud se concentrent sur les domaines suivants :

Développement d'un environnement favorable à l'investissement et resserrement de la collaboration avec le secteur privé

Dans cette région, la JICA entend mettre l'accent sur la promotion des exportations et des investissements intra- et interrégionaux. À cette fin, elle réalise des études portant sur le développement économique, la promotion de l'industrie, le développement régional, la planification intégrée pour le développement des infrastructures (études du plan directeur), ainsi que des analyses de faisabilité pour des projets de développement particuliers (études de faisabilité). Voici quelques exemples de projets :

- Argentine : étude de développement économique
- Chili : étude pour la promotion des investissements et des exportations pour le développement économique équilibré du pays
- Paraguay : étude de développement économique
- Venezuela : étude pour la promotion des petites et moyennes entreprises (PME)

Les résultats de ces études (rapports finals, notamment) seront largement diffusés auprès des entreprises privées japonaises. Ils serviront à la promotion des activités économiques entre le Japon et les pays d'Amérique du Sud au niveau du secteur privé. De plus, la JICA étudiera la possibilité de détacher des experts et d'accueillir des participants étrangers à des formations techniques dans des domaines où les transferts de technologie et de savoir-faire japonais demeurent nécessaires.

Prise en compte des problèmes urbains

Dans les grandes métropoles sud-américaines, la JICA a mis en place une aide axée sur la pollution de l'air et de l'eau, la gestion des déchets et une pauvreté en constante augmentation.

- Argentine : plan d'action stratégique à grande échelle pour la gestion écologiquement viable d'une vaste zone urbano-industrielle
- Brésil : recherche sur la pollution de l'air et de l'eau à Sao Paulo, guide technique pour le traitement des

déchets industriels
- Brésil : éducation aux soins de santé en vue d'améliorer la qualité de vie des habitants des bidonvilles
- Paraguay : mise en place d'installations de traitement des déchets solides et formation du personnel concerné

Exploitation rationnelle des ressources souterraines, maintien et amélioration des capacités de production alimentaire, protection de l'environnement naturel

L'Amérique du Sud possède d'abondantes ressources minérales, et c'est sur son territoire que s'étend la forêt amazonienne. C'est aussi un gigantesque grenier, et des régions comme le Cerrado brésilien ou la Pampa argentine contribuent à l'approvisionnement alimentaire régulier de la planète.

La JICA apporte une aide axée sur l'étude et la prospection des ressources minérales et sur la prise en compte de la pollution liée à leur exploitation (pollution minière).

Des études et projets de recherche concernant la protection de la forêt tropicale humide (forêt amazonienne) sont réalisés en coopération avec diverses institutions partenaires au Brésil. Parallèlement, les projets de coopération visant à préserver le remarquable écosystème des Galapagos ont débuté.

Dans le cadre du développement agricole du Cerrado, l'Agence a fourni un appui technique et mis en place des projets pilotes axés sur le maintien et l'augmentation des rendements agricoles.

Le trou d'ozone occasionne de vastes dégâts dans la partie méridionale de l'Amérique du Sud. Consciente de ce problème, l'Agence participe à l'observation de l'ozone, à des études d'impact du rayonnement ultraviolet et au remplacement des substances appauvrissant la couche d'ozone.

Les initiatives de coopération menées à ce jour ont porté principalement sur les domaines suivants :
- Argentine : prévention du trou d'ozone (appauvrissement de l'ozone) (observation de la couche d'ozone, évaluation de l'impact écologique, technologie des hydrochlorofluorocarbures ou HCFC)
- Brésil : préservation des écosystèmes de la forêt tropicale humide (recherches sur la forêt amazonienne, plans de régénération des sols dégradés)
- Brésil : production de soja et de blé (mise en œuvre de différents projets dans le cadre du développement agricole du Cerrado)
- Équateur : développement durable de la réserve marine des Galapagos (préservation de l'écosystème terrestre et marin)
- Nombreux pays d'Amérique du Sud : développement des ressources minérales (envoi d'experts, projets de coopération technique, études de développement)

Promotion de la coopération intrarégionale et des programmes d'intégration régionale

Des pays comme l'Argentine, le Brésil et le Chili, qui sont parvenus à un stade avancé de développement, assurent depuis longtemps une coopération interrégionale en Amérique du Sud. Le Japon a mis en place des programmes de partenariat (PP)* avec ces trois pays, qui apportent une aide à d'autres pays sud-américains en développement en tant que partenaires à part entière. La JICA a étendu leur

Une Argentine d'ascendance japonaise (à l'extrême droite) dispense une formation à l'Institut national de technologie et de normalisation du Paraguay en qualité d'expert de pays tiers.

participation à différentes formes de projets conjoints (envoi d'experts de pays tiers*, formation technique de participants étrangers dans ces pays, projets de coopération technique, etc.). Enfin, des études réalisées dans les pays de la région doivent permettre d'élaborer activement des projets de coopération technique, et renforcer ainsi les programmes de partenariat.

De plus, afin d'encourager et de coordonner la coopération japonaise dans cette région, la JICA envoie des experts auprès du Mercosur, l'union douanière régionale entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. L'Agence assure notamment le bon déroulement de l'étude sur l'amélioration des technologies de conditionnement pour la distribution des marchandises dans le Mercosur, que le Japon envisage de lancer. Le Japon étudie les possibilités d'étendre ses actions de coopération.

Sur le Terrain

● Brésil

Coopération en Amazonie

Concilier développement et protection de l'environnement

Programme individuel de coopération technique, projet de coopération technique, étude de développement

Régression continue du couvert végétal en Amazonie

La destruction de la plus vaste forêt tropicale humide du globe se poursuit à un rythme effrayant. Au Brésil notamment, quelque 17 000 km² de forêt, soit une surface plus de huit fois supérieure à celle de la région métropolitaine de Tokyo, sont anéantis chaque année. La disparition des forêts est due en grande partie aux cultures sur brûlis pratiquées par les paysans sans terre nouvellement établis dans la région et à des défrichements incontrôlés, deux facteurs en rapport avec la pauvreté qui touche le nord et le nord-est du Brésil. La réglementation nationale et les projets du gouvernement ne parviennent pas à enrayer les problèmes de la région amazonienne, quatorze fois plus étendue que le territoire japonais. Dans les zones rurales, il est indispensable de mettre en place des projets conciliant protection de l'environnement et développement durable*/ accroissement des revenus ; ces projets doivent être menés par les résidents locaux et leur procurer un avantage réel.

Au titre de la « promotion active de l'agrosylviculture », la JICA mène des recherches sur les techniques de boisement des sols dégradés en collaboration avec l'Institut national de recherche d'Amazonie (INPA). L'Agence s'est également associée à l'Institut brésilien de recherche en agronomie (EMBRAPA) pour des travaux sur la culture des fruits tropicaux, l'une des spécialités de la région amazonienne. Les projets de l'EMBRAPA, notamment, sont réalisés en étroite collaboration avec des cultivateurs d'origine japonaise venus s'établir dans la région pour y pratiquer l'agriculture ; ils se consacrent désormais à l'agrosylviculture, qui retient toute l'attention de la communauté mondiale.

Un expert enseigne la fabrication de meubles à partir de bois inondé en provenance de l'Amazone.

Briser le cercle vicieux

Avec l'appui de l'Aquarium de Kagoshima, la JICA consacre des recherches à l'élevage du pirarucu, plus gros poisson d'eau douce au monde. Source de protéines appréciable pour la population locale, le pirarucu est toutefois menacé d'extinction. La JICA assure également un soutien technique à la production de meubles afin de valoriser le bois d'œuvre issu de coupes contrôlées, de chutes ou de rebuts (coopération avec Oak Village Inc.). Dans le domaine du traitement et de la distribution des produits agricoles, la JICA travaille avec une organisation non gouvernementale (ONG) locale à l'élaboration d'un modèle qui permettrait d'interrompre le cercle vicieux : agriculture sur brûlis, rendement faible, abandon de l'activité, concentration urbaine, bidonvilles et pollution. La fabrication de papier à partir de plantes est également encouragée en association avec des ONG locales.

Reste désormais à diffuser les résultats de ces projets, à établir des plans directeurs pour la restauration des sols dégradés et à entreprendre des études de faisabilité sur la commercialisation.

(Bureau de la JICA au Brésil)

Collaboration avec les communautés japonaises à l'étranger (Nikkei)

La JICA mène des projets en collaboration avec les communautés Nikkei. Par exemple, des experts brésiliens d'ascendance japonaise ont été envoyés en Bolivie pour fournir un appui technique. La JICA souhaite parvenir à une mise en œuvre plus efficace de ses projets en favorisant la collaboration internationale avec ces communautés, qui représentent une population supérieure à 1,45 million de personnes en Amérique du Sud. Des études sur le terrain et des discussions au plan national doivent permettre de définir des orientations pour la mise en œuvre d'une coopération internationale de ce type.

Séminaire dans le cadre du Programme de partenariat nippo-chilien (JCPP)

Sur le Terrain

• Argentine

Mesures d'urgence pour faire face à la crise

Soutenir le développement économique et social

Activités visant à améliorer l'efficacité de l'aide, étude de développement sur le terrain, programme individuel de coopération technique

Évolution de la crise

Si l'économie argentine est en récession depuis la fin de 1998, la situation sociale s'est détériorée par la suite avec l'accroissement du chômage et de la pauvreté. Le marasme s'est transformé en une crise économique, politique et sociale, et la « crise argentine » s'est soldée par la démission du président et la mise en place d'un gouvernement provisoire en décembre 2001. Or, les actions désordonnées de ce gouvernement, telles que la cessation du paiement de la dette extérieure ou la suppression de la parité peso-dollar, qui a entraîné une très forte dévaluation de la monnaie argentine, n'ont fait qu'aggraver la confusion. En 2002, le pays enregistrait une croissance négative (diminution du PIB de 10,9 %), un taux de chômage de 21,5 % (en mai) et un taux de pauvreté de 57,5 % (en octobre).

Mesures proposées par la JICA

En août 2002, la JICA a proposé un programme intégré d'aide au développement économique et social intitulé « Programme d'urgence en faveur de l'Argentine. »

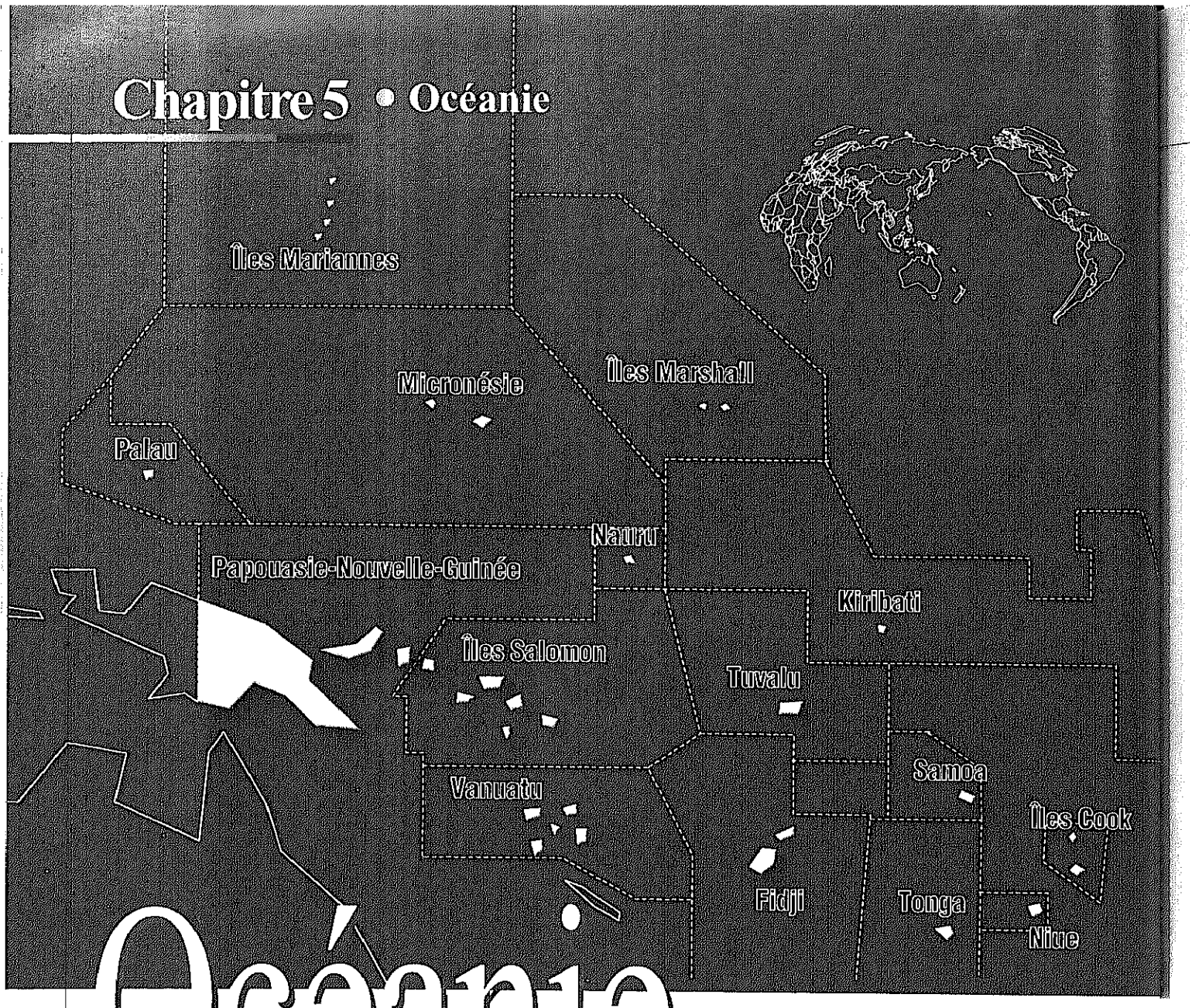
Dans le cadre du développement économique, la JICA a réalisé une étude de base destinée à promouvoir les petites et moyennes entreprises (PME) et à stimuler les exportations, deux secteurs considérés comme prioritaires pour venir à bout de cette crise. Plus concrètement, l'étude sur les grands groupes d'activités productives (sylviculture et produits forestiers, technologies de l'information, minerais non métallifères), la mise à jour de « la deuxième étude sur le développement économique de la République argentine » (que la JICA avait réalisée) et l'évaluation de « l'enquête sur le développement des entreprises » ont été confiées à des consultants et à des établissements de recherche locaux, puis mises en œuvre avec l'appui d'experts japonais. Dans le cadre du développement social, la JICA s'est associée à des organisations non gouvernementales (ONG) pour des projets pilotes destinés aux groupes socialement vulnérables ; elle mène par ailleurs une étude sur la décentralisation des services publics dans les domaines sanitaire et éducatif.

Poursuite de l'aide pour l'Argentine

Conférence sur le programme d'urgence en faveur de l'Argentine

Les rapports d'étude du programme d'urgence en faveur de l'Argentine proposent des analyses de la situation actuelle et des recommandations pratiques, ainsi que des solutions pour surmonter la crise dans les secteurs public et privé. Les informations qu'ils contiennent sont par ailleurs très utiles pour les discussions sur l'avenir de l'aide menées par le Japon et le nouveau gouvernement argentin, en place depuis mai 2003. Enfin, la réalisation de projets pilotes a permis d'apporter un soutien direct aux pauvres, que la crise économique a le plus durement touchés.

(Bureau de la JICA en Argentine)



Océanie

Piliers de l'aide Développement des ressources humaines et protection de l'environnement indispensables pour assurer la viabilité des micro États insulaires

En Océanie, l'enjeu prioritaire est le développement de sociétés indépendantes à l'égard de leurs anciennes puissances de tutelle. La mise en place de services administratifs et sociaux autonomes et l'essor de l'économie reposent en grande partie sur le développement des ressources humaines et de l'infrastructure socioéconomique. Par ailleurs, pour que ces actions mènent à un développement durable, l'accent est mis sur une gestion rationnelle des ressources et de l'environnement.

Le développement des ressources humaines s'appuie d'une part sur l'envoi de volontaires (principaux secteurs d'intervention : enseignement primaire et secondaire, formation professionnelle, santé et soins médicaux), d'autre part sur la participation de nombreux responsables administratifs à des formations techniques. La formation à distance, qui s'appuie sur les technologies de l'information (TI), est mise à profit pour la coopération en matière d'enseignement supérieur. Dans le domaine de la santé et des soins médicaux, l'aide se concentre sur les maladies infectieuses telles que la poliomyélite, le paludisme, la tuberculose et la filariose.

Dans le cadre du développement de l'infrastructure socioéconomique (routes, ports et aéroports, électricité et approvisionnement en eau), la JICA apporte une aide financière pour la construction des équipements et un appui technique pour leur maintenance et leur exploitation.

Les problèmes écologiques liés à la destruction des récifs coralliens et à l'élimination des déchets solides deviennent de plus en plus préoccupants. Dans ce domaine, la JICA encourage une coopération transfrontière à l'échelle de la région ; la protection de l'environnement, problème de portée mondiale*, doit devenir un enjeu commun à tous les pays de l'Océanie.

État actuel du développement régional

Des pays dont la société et l'économie restent tributaires des anciennes puissances de tutelle

Les États insulaires de cette région se caractérisent dans l'ensemble par des territoires, des populations et des économies de petite taille. La principale particularité de leur structure économique est une forte dépendance à l'égard des industries primaires. Elle est donc fragile et aisément perturbée par les conditions météorologiques ou les fluctuations des cours mondiaux. De nombreux problèmes restent à résoudre avant que ces pays puissent accéder à un certain degré d'autonomie économique. Ces problèmes sont liés à leur émiettement en une myriade d'îles, à la taille limitée de leur marché intérieur, à leur éloignement des marchés internationaux et à des moyens de transport et de communication insuffisants pour compenser ces handicaps.

Les relations avec les anciennes puissances de tutelle sont généralement étroites. Toutefois, ces dernières années, le niveau des apports d'aide bilatérale* et multilatérale* en faveur des pays océaniens en développement est demeuré stationnaire. Les trois États fédérés de Micronésie (îles Marshall, Micronésie et Palau) ont obtenu leur indépendance vis-à-vis des États-Unis et ils reçoivent depuis une aide financière américaine, conformément aux prescriptions de l'Accord de libre association. Toutefois, depuis quelque temps, l'aide financière tend à évoluer vers une coopération technique.

L'instauration d'une société et d'une économie qui ne soient plus tributaires de l'aide est un enjeu majeur pour les micro États insulaires d'Océanie. Ces États se heurtent aux mêmes problèmes en matière d'environnement (gestion des déchets, changement climatique et élévation du niveau de la mer), de ressources humaines et de développement des transports et des télécommunications entre les îles. Une approche globale au niveau de la région est donc indispensable. Chaque État met l'accent sur la réduction des dépenses dans le secteur public, la promotion des investissements publics favorables au développement des principales activités économiques (agriculture, pêche, tourisme) et la promotion de la coopération régionale pour le traitement conjoint des questions communes.

Projet de soutien à la riziculture en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Lors du troisième Forum Japon-Pacifique Sud (Forum des Îles du Pacifique) qui s'est tenu à Okinawa en mai 2003, des stratégies de développement régional et des plans d'action conjoints (initiatives d'Okinawa) ont été adoptés. Les efforts porteront en priorité sur le renforcement de la sécurité en Océanie, un environnement plus sûr et plus durable, l'amélioration de l'éducation et le développement des ressources humaines, l'amélioration de l'hygiène et des soins de santé, un développement économique et commercial plus ambitieux et plus durable. La coopération bilatérale ou multilatérale devrait servir de cadre au règlement de ces problèmes à moyen ou à long terme. Par ailleurs, la JICA prévoit de réaliser des programmes d'aide prenant intégralement en compte les résultats de la conférence.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Deux enjeux prioritaires communs

Tous ces pays diffèrent par la taille, l'économie, la répartition ethnique, la population, les ressources naturelles, l'organisation sociale traditionnelle, le mode de vie et la capacité des gouvernements respectifs à formuler et à mettre en place des plans de développement. L'aide fournie doit donc être soigneusement adaptée aux besoins et au niveau de développement de chaque pays. Comme leur accession à l'indépendance est assez récente et qu'ils sont tributaires d'industries primaires, il faut privilégier le développement des ressources humaines. Par ailleurs, il est important d'aider ces pays à dépasser les facteurs contraignants caractéristiques des nations insulaires – isolement, petite taille et vulnérabilité.

Deux questions urgentes se posent pour la quasi-totalité des pays d'Océanie : d'une part, l'obtention d'un soutien

pour accéder à l'autonomie économique et sociale, d'autre part, la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources dans un contexte de développement durable. Dans la pratique, l'apport d'aide passe par la formulation préalable de projets de coopération qui bénéficient effectivement à la région dans sa totalité. Parallèlement, il est essentiel de se rapprocher d'autres donateurs* connaissant bien les nations insulaires et des organisations internationales présentes dans la région.

Soutien à l'autonomie économique et sociale

Pour que le soutien apporté conduise à l'autonomie économique et sociale, il faut associer efficacement la formation d'un personnel apte à développer les capacités nationales et la modernisation de l'infrastructure nécessaire pour développer les industries de base.

Afin de contribuer à la formation de personnel, la JICA procède régulièrement à l'envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et à l'accueil de stagiaires, en vue de constituer un corps d'individus qualifiés, susceptibles d'assurer la gestion de l'économie, la planification pour le développement et d'autres fonctions vitales de l'industrie. Des apports de coopération financière non remboursable sont par ailleurs fournis pour l'amélioration et l'extension de l'université de technologie de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de l'université nationale de Samoa. Ces apports s'accompagnent d'une coopération technique dans le cadre des projets de coopération

Sur le Terrain

● Papouasie-Nouvelle-Guinée

Matériel destiné à endiguer la propagation des maladies infectieuses

Éradication des maladies évitables par la vaccination

Fourniture de matériels

Flambée de rougeole

Dans le cadre du Programme élargi de vaccination (PEV) lancé en 1977 par l'OMS, le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée a planifié une campagne de vaccination contre six maladies très répandues (poliomyélite, diphthérie, coqueluche, tétanos, tuberculose et rougeole). La JICA participe à ce programme par la fourniture de vaccins, de seringues et de matériels de la chaîne du froid, au titre de son projet de fourniture d'équipements spéciaux pour la lutte contre les maladies infectieuses.

Toutefois, les difficultés financières qui touchent le secteur de la santé et des soins médicaux depuis quelques années se sont traduites par une stagnation des taux de vaccination ; pour la rougeole, la couverture vaccinale atteint à peine 50 %. Dans un tel contexte, le pays a connu une flambée de rougeole en 2002, et la présence de foyers épidémiques a été confirmée dans 15 des 19 provinces. On a recensé plus de 32 000 cas et quelque 170 décès.

Prévenir l'épidémie de rougeole

Face à la crise, le ministre de la Santé de Papouasie-Nouvelle-Guinée a mis sur pied un Comité de gestion technique du PEV réunissant des responsables du PEV, des représentants des organisations internationales concernées, et des donateurs* comme la JICA, l'OMS, l'UNICEF et l'AusAID (Agence australienne pour le développement international) afin de débattre des mesures à adopter pour endiguer l'épidémie de rougeole qui, selon les prévisions, devrait frapper le pays en 2004.

Le comité a décidé de lancer une campagne nationale de vaccination contre la rougeole et la poliomyélite et de complémentation en vitamine A. Cette campagne, qui devait commencer en octobre 2003, s'étalera sur une année.

Le Japon a été sollicité pour fournir les vaccins, les capsules de vitamine A, ainsi que le matériel nécessaire, seringues et boîtes de sécurité pour seringues, notamment. Parallèlement, des experts japonais en mission de courte durée seront envoyés pour assurer une assistance technique itinérante. En ce qui concerne la fourniture de vaccins et de matériels, le gouvernement japonais a décidé de débloquer une aide d'urgence de 80 millions de yens en réponse à une demande du bureau régional de l'OMS pour le Pacifique occidental.

Contrôle vaccinal en Papouasie-Nouvelle-Guinée

La Papouasie-Nouvelle-Guinée continue à recueillir des informations grâce au personnel compétent envoyé auprès du Comité de gestion technique du PEV, et elle assure la coordination avec les programmes d'aide d'autres donateurs. Par ailleurs, tout est mis en œuvre pour que le matériel et les vaccins, notamment ceux fournis par le Japon, puissent être acheminés et distribués en temps opportun dans les différentes régions.

(Bureau de la JICA en Papouasie-Nouvelle-Guinée)

financière non remboursable.

Afin de renforcer l'assise nécessaire au développement des secteurs clés de l'industrie, les infrastructures* en matière de technologies de l'information (TI), de télécommunications et de radiodiffusion, de transport, d'énergie électrique et de réseau routier, sont mises à niveau conformément aux besoins des nations insulaires. Par ailleurs, une aide est apportée dans le domaine de la pêche, du transport maritime et du développement des ressources liées à la pisciculture, à la promotion des petites entreprises de pêche, à l'élaboration des cartes marines, aux inspections maritimes et à l'exploration des ressources minières des fonds marins.

Sur le Terrain

• Samoa

Prise en compte de l'environnement dans la gestion des déchets

Adoption de la méthode de Fukuoka pour l'enfouissement sanitaire des déchets

Envoi d'experts de la coopération technique et d'autres intervenants

Problèmes liés à l'élimination des déchets dans les îles

Dans les petites îles du Pacifique, la population est passée en peu de temps d'un mode de vie traditionnel proche de la nature, à des habitudes de consommation fortement *tributaires des importations des pays développés*. Ce changement radical a engendré une augmentation rapide du volume et des types de déchets produits dans la région. Les problèmes liés à leur élimination sont aujourd'hui préoccupants.

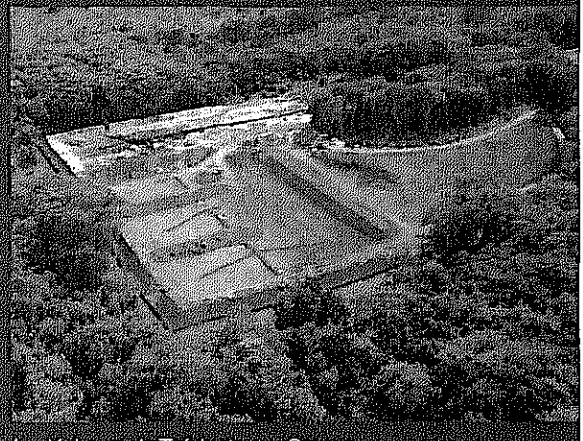
La décharge publique (site d'enfouissement) de Tafaigata aux Samoa était un simple dépotoir à ciel ouvert, où les ordures s'accumulaient de manière incontrôlée depuis une dizaine d'années. Odeurs nauséabondes, mouches, insectes nuisibles, contamination des eaux souterraines ayant un impact sur les plantations situées en aval du site : tels étaient les effets néfastes de cette décharge sauvage. De plus, le site était fréquenté par des personnes vivant de la récupération des ordures, des chiens, des cochons et d'autres animaux détritivores ; leur présence provoquait parfois des feux que l'on pouvait mettre des semaines à maîtriser.

Initiative d'un ancien stagiaire de la JICA

Face à l'impact négatif de la décharge sur la qualité de vie des riverains et sur l'environnement, le gouvernement des Samoa a élaboré un plan de réhabilitation. L'initiative était portée par un ancien stagiaire de la JICA, qui avait suivi une formation sur la gestion des déchets et travaillait au ministère de l'Environnement. Des *experts et des volontaires* seniors détachés auprès du Programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud (PREPS ou SPREP, South Pacific Regional Environment Programme) ont pris part au projet. Par la suite, le gouvernement a sollicité l'aide de la JICA et du (PREPS).

Une aide financière du Japon et un appui technique du PREPS ont permis de réhabiliter la décharge. Pour la première fois dans la région, la méthode d'enfouissement sanitaire dite de « Fukuoka » a été adoptée : le site a été divisé en sections séparées par des levées de terre, et des canalisations permettant l'évacuation de l'eau contaminée et des gaz dégagés par les ordures ont été posées. La circulation d'air dans le sol permet d'activer la décomposition naturelle des résidus.

La décharge est restée en service pendant les travaux, et de fortes précipitations sont tombées lors de la saison humide. Mais malgré ces difficultés, les efforts concertés de l'ancien stagiaire de la JICA, des experts, des volontaires seniors et des ouvriers chargés de l'aménagement ont permis de mener à bien ce projet.



La décharge de Tafaigata aux Samoa

Renaissance d'une décharge

Le premier jour de la Semaine des déchets, fin janvier 2003 (cet événement annuel a été mis en place par le gouvernement des Samoa), la cérémonie d'ouverture du nouveau site de décharge de Tafaigata a eu lieu en présence du premier ministre, d'autres représentants du gouvernement et de nombreux habitants. À l'issue de la cérémonie, tous les participants se sont rendus sur le site réaménagé, et beaucoup ont salué l'ampleur de la transformation accomplie.

L'ex-stagiaire de la JICA associé au projet a été invité à participer en tant qu'intervenant au stage de formation sur la gestion des déchets en Océanie qui s'est tenu à Okinawa. Il a réalisé une présentation destinée à des stagiaires venus d'autres pays d'Océanie, contribuant ainsi à la coopération mutuelle au sein de la région. L'expérience samoane est appelée à *faire école dans d'autres pays de la* région.

(Bureau de la JICA aux Samoa)

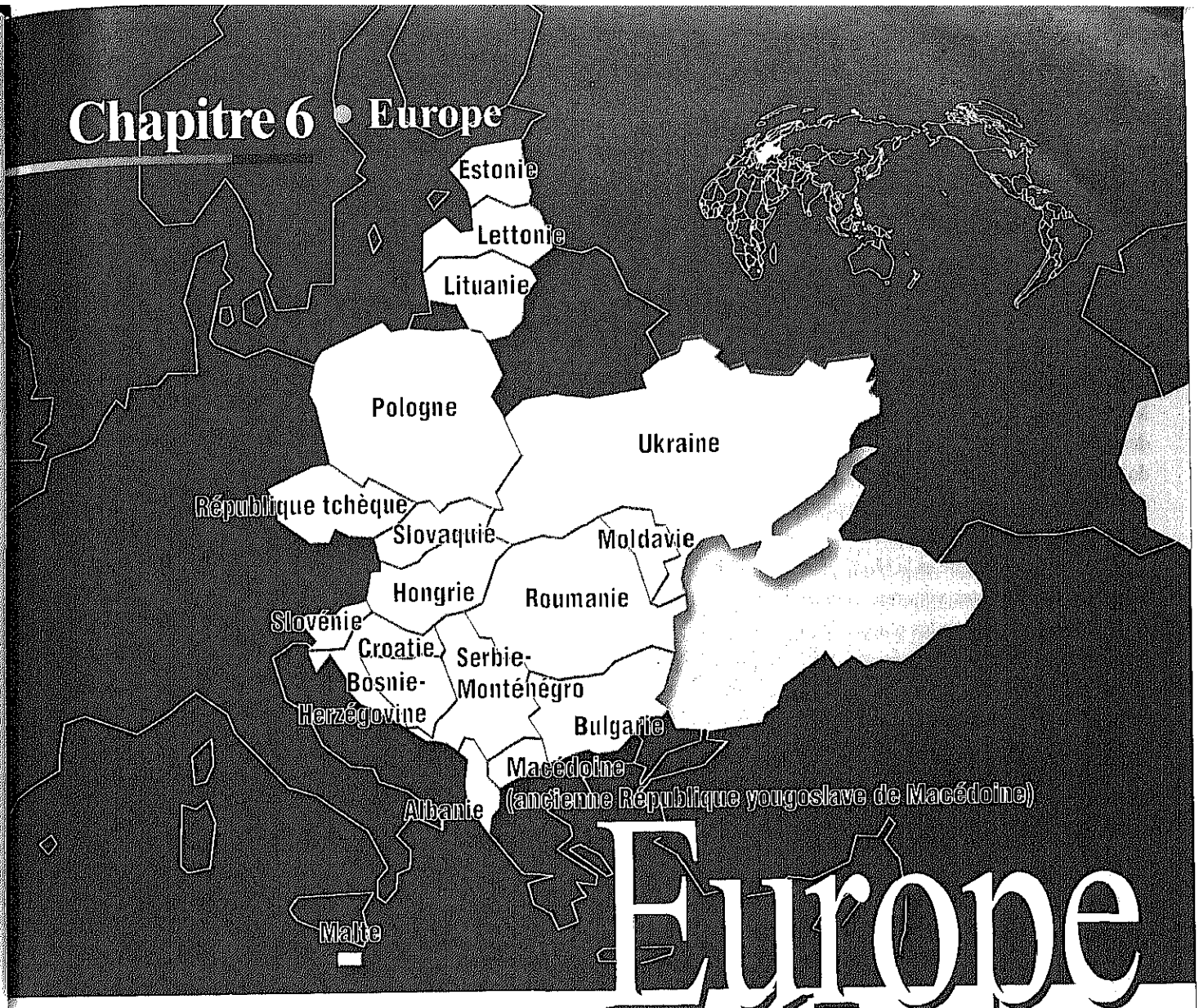
Aide à la protection de l'environnement et à l'exploitation rationnelle des ressources

Afin de garantir un développement durable par la protection de l'environnement et la gestion rationnelle des ressources, la JICA axe son aide directement sur la préservation des richesses naturelles, notamment la protection des récifs coralliens et la gestion des déchets. Elle espère ainsi résoudre des problèmes tels que la dégradation des écosystèmes côtiers, la pêche excessive de certaines espèces de poissons, l'abattage des forêts tropicales et la mauvaise gestion des déchets. Le Centre de protection des récifs coralliens des îles Palau (projet du Programme commun d'action* signé par le Japon et les États-Unis) illustre bien ce type d'aide. Ce centre construit grâce à des apports de coopération financière non remboursable du Japon est appelé à devenir une base internationale de recherche consacrée à la protection des récifs coralliens. Les activités de coopération technique engagées comprennent la surveillance de la barrière corallienne, l'entretien et l'exploitation d'un aquarium à proximité du centre, et la mise en place d'activités pédagogiques.

En Océanie, la coopération s'effectue en concertation avec les autres organismes d'aide et les organisations internationales. Parmi les initiatives profitables à l'ensemble de la région, citons un projet de formation à distance et de développement des technologies de l'information (TI), en liaison avec l'université du Pacifique Sud aux Fidji – pièce maîtresse de l'enseignement supérieur dans les 12 pays et territoires océaniens –, et la mise en place d'un réseau de télé-enseignement par satellite pour les pays de la région (projet réalisé conjointement avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande).

Parmi les actions de ce type menées par les organisations internationales présentes dans la région, on peut également mentionner le projet de coopération financière non remboursable pour le centre d'enseignement et de formation du siège du Programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud (PREPS ou SPREP, South Pacific Regional Environment Programme) à Samoa et la coopération technique à l'échelon régional pour la gestion rationnelle des déchets.

En tant que partenaire du Programme d'élimination de la filariose lymphatique (Pac ELF, ou Pacific Programme to Eliminate Lymphatic Filariasis) mis en œuvre par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans 22 pays et territoires du Pacifique, la JICA fournit depuis 2000 des médicaments et des kits de diagnostic, et elle envoie des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) dans le cadre d'un plan sur cinq ans. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'Agence a lancé un processus de coordination de l'aide selon une approche sectorielle dans le domaine de la santé.



Piliers de l'aide Réorientation des priorités de l'Europe centrale vers l'Europe orientale

—Promotion de la transition vers une économie de marché—

Depuis 1990, le Japon apporte une coopération soutenue à l'Europe centrale et orientale et axe son aide sur les domaines prioritaires suivants :

1) Appui à la transition vers une économie de marché (politique économique, accroissement de la productivité, méthodes de gestion, etc.)
2) Problèmes environnementaux (pollution atmosphérique, pollution des eaux, élimination des déchets, etc.)
3) Remise en état des infrastructures* économiques endommagées

La politique à moyen terme en matière d'aide publique au développement (APD) annoncée en août 1999 faisait référence à la reconstruction post-conflictuelle pour les pays parties au conflit et pour les pays voisins.

Toutefois, plus de dix ans après le début des réformes engagées pour basculer vers une économie de marché, les différents pays d'Europe centrale et orientale affichent d'importantes disparités en termes de rythme de développement et de progression des réformes. Il convient par conséquent d'étudier le redéploiement des ressources en faveur de l'Europe de l'Est, dont les besoins de développement sont plus importants.

Depuis que la Bosnie-Herzégovine est passée du stade de la reconstruction après un conflit à une dynamique de développement, il est difficile de distinguer les aspects propres à la reconstruction de ceux qui relèvent du soutien à la transition vers une économie de marché, et de nombreux problèmes de développement requièrent une attention urgente. De la même manière, quoique à une autre échelle, nous constatons la nécessité d'apporter à des pays voisins comme l'Albanie, la Macédoine (anciennement fédérée à la Yougoslavie) ou la Serbie-Monténégro, une aide conjuguant reconstruction des infrastructures endommagées et appui à la transition vers une économie de marché.

On estime que l'Ukraine et la Moldavie, demeurées dans la sphère d'influence de l'ancienne Union soviétique, sont les pays les plus pauvres de la région. Les initiatives de développement dont elles ont besoin doivent être centrées sur le soutien aux besoins essentiels de l'être humain (BEEH)*. La Bulgarie et la Roumanie sont à la traîne des autres pays ayant demandé leur adhésion à l'Union européenne (UE) en ce qui concerne la transition vers une économie de marché et le développement économique ; l'accent devra être mis sur le soutien à cette transition et sur la prise en compte des questions environnementales.

Lors du sommet qui s'est tenu à Copenhague en décembre 2002, le Conseil européen a retenu la candidature de 10 pays (qui tous bénéficient d'une aide de la JICA, à l'exception de Chypre) ayant demandé leur adhésion à l'UE. La Hongrie, la Pologne et la République tchèque en font partie. Considérant que leur transition vers une économie de marché est bien engagée, nous limiterons notre coopération à des projets d'aide complémentaires et à des domaines où l'expertise japonaise sera la plus utile.

État actuel du développement régional

Un expert et ses homologues* effectuent des mesures expérimentales sur la vitesse de propagation des ondes sismiques (projet sur la réduction des risques sismiques en matière d'ouvrages et de constructions en Roumanie).

L'évolution de l'aide en faveur de l'Europe centrale et orientale

Après la seconde guerre mondiale, les pays d'Europe centrale et orientale sont restés sous la domination de Moscou. Les droits de l'homme et l'environnement sont devenus des problèmes très préoccupants sous ces régimes dotés d'une économie planifiée. L'inefficacité de la gestion de l'économie a inévitablement conduit à leur effondrement au cours des années 1980.

En 1989, la Pologne et la Hongrie ont quitté le communisme pour s'orienter vers une économie de marché. Les autres pays de la région les ont ensuite rejoints dans le processus de réforme sociale et économique.

Les pays industrialisés ont salué ces réformes et commencé à apporter leur soutien à ces nations conformément aux résolutions présentées par le Groupe des 24 (G24) pour la coordination de l'aide à l'Europe centrale et orientale en juillet 1989. Le G24 regroupe les 24 pays donateurs concernés – notamment les 15 États membres de l'UE, le Japon, les États-Unis et le Canada – ainsi que des organisations internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Suite aux résolutions du G24, le gouvernement japonais a depuis 1990 élargi son aide à 13 autres pays : République tchèque, Slovaquie (Tchécoslovaquie lorsque l'aide a débuté en 1991), Bulgarie, Roumanie, Albanie, pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), Slovénie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Croatie et Serbie-Monténégro (République fédérale de Yougoslavie jusqu'en février 2003). Une aide est par ailleurs fournie depuis 1997 dans le cadre de l'aide publique au développement (APD) à l'Ukraine et à la Moldavie, pays de l'ancienne Union soviétique. Malte bénéficie d'une assistance depuis 1989.

Besoins d'aide adaptés au stade de développement économique

Plus de 14 ans après la dissolution de l'Union soviétique, de nets écarts sont apparus entre les différents pays d'Europe centrale et orientale sur le plan de la transition vers une économie de marché et des résultats de la réforme économique et sociale.

En Bosnie-Herzégovine, en Macédoine et en Albanie, il demeure urgent de remettre en état l'infrastructure économique et sociale (routes, hôpitaux, écoles, etc.) dans le cadre de la reconstruction après un conflit. Par conséquent, l'aide de la JICA porte en priorité sur ces domaines. Il convient également de créer des emplois dans ces trois pays au taux de chômage élevé, par des actions de soutien à la transition vers une économie de marché.

L'influence de l'ancienne Union soviétique reste très marquée en Ukraine et en Moldavie. Les progrès des réformes économiques y sont lents, et l'atonie de l'économie n'a fait qu'aggraver le délabrement des infrastructures et des équipements. Ces deux pays sont confrontés à de graves problèmes dans des secteurs clés de la vie quotidienne, tels que la santé et les soins médicaux, ou l'approvisionnement stable en eau.

La Bulgarie et la Roumanie, dont la candidature n'a pas été retenue dans la vague d'adhésion à l'UE de 2004, doivent s'atteler à la rénovation de leurs structures économiques et industrielles, à la prise en compte des questions environnementales et à la réhabilitation de leurs infrastructures.

Ces dernières années, il est devenu toujours plus important d'évaluer correctement le niveau de développement économique et les besoins d'aide des différents pays d'Europe centrale et orientale. Il apparaît par ailleurs essentiel d'optimiser l'utilisation des ressources de l'aide (qui sont limitées), tout en s'intéressant aux tendances et aux résultats obtenus avec le soutien de l'UE et d'autres organismes d'aide.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Une coopération fondée sur la perception des traits distinctifs des pays bénéficiaires

L'appui à la transition vers une économie de marché est l'un des enjeux prioritaires de l'aide en Europe centrale et orientale. Ce vaste concept englobe la fourniture de conseils en matière de politique sur le soutien à l'industrie. Il prévoit aussi l'apport d'une aide pour le développement des ressources humaines par la formation du personnel requis pour les nouveaux systèmes économiques et les nouvelles industries, et le transfert de technologie et de savoir-faire.